

Mardi (matin) 17 novembre 2015

Direction de la police et des affaires militaires

14 2015.RRGR.625 Motion 181-2015 Les Verts (Sancar, Berne) Halte à la privatisation des tâches de police

N° de l'intervention: 181-2015
Type d'intervention: Motion
Déposée le: 09.06.2015
Déposée par: Les Verts (Sancar, Berne) (porte-parole)
Les Verts (Machado Rebmann, Berne)
Cosignataires: 12
N° d'ACE: 1191/2015 du 14 octobre 2015
Direction: POM

Halte à la privatisation des tâches de police

Le Conseil-exécutif est chargé des mandats suivants :

1. Garantir le monopole de la puissance publique et interdire la délégation de tâches de police de sécurité à des services privés, si nécessaire en édictant des bases légales.
2. Examiner quelles tâches parmi celles qui ont été privatisées pourraient être reprises par la police.
3. S'assurer que dans les cas où des tâches de police de sécurité ont été déléguées à des services privés, la protection des données personnelles est garantie.
4. S'assurer que les services de sécurité privés respectent eux aussi l'interdiction du port d'arme dans les lieux publics.
5. Envisager de soumettre les services de sécurité privés au régime de l'autorisation et d'imposer des exigences concernant la formation et la moralité du personnel.

Développement :

Nous constatons avec inquiétude que le recours à des services de sécurité privé est de plus en plus fréquent dans les lieux publics. Le secteur est lucratif et florissant. Ces services font dans certains cas appel à des sous-traitants dont les employés sont armés, quand il ne s'agit de personnes ayant des antécédents judiciaires. Souvent, ces personnes n'ont pas de permis de port d'arme. Or, comme son nom l'indique, l'exercice de la puissance publique est une tâche publique. C'est un élément constitutif de l'Etat de droit qui ne peut incomber qu'à la police. Celle-ci est soumise au contrôle démocratique, ce qui n'est pas le cas des services de sécurité privés. Ce qui est en cause ici, c'est la sécurité de la population et sa confiance dans les institutions. Les tâches de police, qui relèvent du monopole de la puissance publique, sont définies dans la loi. Pour les accomplir, les agents et agentes de police doivent être bien formés. Les services de sécurité privés ne remplissent pas ces critères.

Etant donné que de nombreuses tâches ont déjà été déléguées (p. ex. le contrôle du stationnement), cela semble logique de maintenir les choses en l'état, à condition toutefois que la protection des données soit garantie. Le Conseil-exécutif doit soumettre les tâches de police à une analyse guidée par des critères clairs, faire le tri et créer les bases légales nécessaires pour que les tâches épineuses restent entièrement soumises au monopole de la puissance publique. Selon la Fédération des fonctionnaires de police, les services de sécurité privés qui exécutent des tâches de police dans les lieux publics et qui, à ce titre, entrent en possession de données personnelles ne respectent pas parfaitement la protection des données (voir le *Bund* du 27.4.2015).

Le recours aux services de sécurité privés dans la sphère privée pose aussi problème. Car le canton de Berne n'a pas de réglementation définissant les exigences auxquelles doivent répondre les services de sécurité privés pour obtenir l'autorisation d'exercer.

Il faut interdire le port d'arme aux employés des services de sécurité privés, y compris sur le trajet pour se rendre au travail et pour rentrer à la maison. L'utilisation des armes, les interpellations, les contrôles d'identité, les fouilles et les arrestations doivent rester l'apanage de la police. Recourir à des services de sécurité privés dans les lieux publics empiète sur les compétences de la police et constitue une atteinte à l'Etat de droit qu'il importe d'interdire. La police et sa fédération sont clairement opposées au phénomène, même si elles ne le manifestent pas encore ouvertement.

Il n'y a aucune raison d'externaliser ou de privatiser le monopole de la puissance publique, même pas financière ! Le monopole doit être exercé par la police, y compris pour la sécurité de la population.

Réponse du Conseil-exécutif

Le Conseil-exécutif estime que l'on ne saurait en aucun cas vider de son contenu l'exercice du monopole de la puissance publique – qui est l'une des missions essentielles d'un Etat de droit moderne – en déléguant des compétences à des entreprises de sécurité privées. La mise en œuvre de mesures de contrainte directe, notamment, n'appartient qu'à la Police cantonale bernoise (POCA): cela découle des bases légales adoptées en la matière par le canton de Berne.

Les communes et les particuliers ne sont pas autorisés à faire usage de mesures de contrainte (cf. art. 11, al. 1 de la loi du 8 juin 1997 sur la police, LPol; RSB 551.1). La loi ne prévoit qu'une exception, relative à la surveillance des véhicules en stationnement et à la perception d'amendes («amendes de stationnement»), dont elle autorise la délégation à des tiers (cf. art. 7, al. 2 et 8, al. 2 LPol). Depuis quelques années, le canton de Berne fait usage de cette faculté, en confiant la surveillance des véhicules garés en ville de Berne à des entreprises de sécurité privées (à l'heure actuelle, Gayret Security AG). Toutefois, si un examen plus approfondi de la situation apparaît nécessaire lors de la perception d'amendes d'ordre, tel un contrôle d'identité, l'intervention de la POCA est requise. Par conséquent, les dispositions légales n'autorisent la délégation d'aucune autre activité relevant des attributions de la police cantonale.

Les communes font de plus en plus souvent appel aux services d'entreprises de sécurité privées à des fins de prévention. Il y a lieu de souligner, une fois encore, qu'elles ne disposent d'aucune compétence pour appliquer des mesures de contrainte et ne sauraient dès lors en déléguer à des tiers. L'unique exception est la délégation de la surveillance des véhicules en stationnement, comme cela a été exposé plus haut.

Faute de base légale, la POCA n'est pas en mesure de fournir des informations sur le nombre de communes ayant mandaté des entreprises de sécurité privées dans un but de prévention, en vue de la surveillance des véhicules garés ou pour d'autres raisons. Les seules prescriptions existantes obligent les personnes infligeant des amendes de stationnement à suivre une formation dispensée par la POCA.

En adoptant la motion 126/2006 PS-JS-PSA (Meyer, Roggwil), le Grand Conseil avait déjà chargé le Conseil-exécutif de réglementer les activités des entreprises privées fournissant des prestations de sécurité. Dans ce domaine, le besoin de régulation est en effet avéré depuis longtemps. La Direction de la police et des affaires militaires (POM), compétente en la matière, a suivi de près durant des années l'évolution de la situation au niveau intercantonal dans tous ses aspects, évaluant les diverses options (participation au Concordat latin sur les entreprises de sécurité¹ ou au Concordat sur les prestations de sécurité effectuées par des personnes², institué par la Conférence des directrices et directeurs des départements cantonaux de justice et police, ou élaboration d'une base légale cantonale).

Au vu des avantages et inconvénients des divers systèmes et sachant que la situation au niveau suisse restera caractérisée par de multiples réglementations, la POM estime que l'élaboration d'une base légale cantonale se révélerait la solution la plus judicieuse pour le canton de Berne. Un autre argument en faveur d'un tel choix est, selon elle, que le CPSP prévoit une délégation

¹ CES, en vigueur depuis 2008, réunissant les six cantons de Suisse romande.

² CPSP, en vigueur depuis 2010.

trop importante de compétences de police à des entreprises de sécurité privées. En outre, l'adoption d'une loi cantonale permettrait en principe d'adapter le champ d'application et le contenu des règles aux besoins spécifiques du canton de Berne, où la Police cantonale et les communes exécutent conjointement des tâches de sécurité. La POM intégrera cet objet à l'actuelle révision de la loi du 8 juin 1997 sur la police (LPol; RSB 551.1). Le Grand Conseil procédera probablement à la première lecture du projet de loi lors de la session de septembre 2017.

1. Comme il a été mentionné plus haut, la POCA peut uniquement, en vertu de l'article 7, alinéa 2 LPol, déléguer la surveillance des véhicules en stationnement sur le territoire de la ville de Berne à une entreprise de sécurité privée, les dispositions légales n'autorisant la délégation d'aucune autre compétence relevant des tâches de police. Le Conseil-exécutif partage l'avis des auteurs de la motion, estimant qu'à l'avenir également, il faudra s'abstenir de confier des tâches relevant de l'exercice du monopole de la puissance publique en matière de police à des entreprises du secteur privé. L'opportunité d'introduire une base légale explicite à cet égard sera par ailleurs débattue dans le cadre des travaux de révision de la LPol.
2. Outre la surveillance des véhicules garés, aucune tâche de police découlant de l'exercice du monopole de la puissance publique n'a été confiée à des entreprises privées. Au vu des ressources actuelles de la POCA, le Conseil-exécutif est d'avis qu'il ne se justifie pas de confier à nouveau à cette dernière la surveillance des véhicules en stationnement. Il est toutefois disposé à analyser ce point dans le cadre de la révision législative susmentionnée, durant laquelle il y aura également lieu d'examiner s'il est opportun d'améliorer le contrôle de qualité des tâches déléguées à des communes et à des tiers et, dans l'affirmative, de déterminer la forme d'un tel contrôle.
3. Dès lors qu'une entreprise de sécurité privée prend en charge la surveillance des véhicules en stationnement, elle est soumise aux dispositions de la législation cantonale sur la protection des données, même à défaut de toute réglementation expresse dans la convention passée avec le canton. En outre, les procédures d'amende d'ordre étant anonymes, les données personnelles ne sont pas relevées: seuls le sont les numéros des plaques de contrôle. Les bases légales actuelles assurent ainsi la protection des données personnelles des personnes concernées même lorsque cette tâche est prise en charge par des entreprises privées.
4. Le droit des armes est du ressort de la Confédération et, comme tel, il est réglé par la loi fédérale du 20 juin 1997 sur les armes, les accessoires d'armes et les munitions (loi sur les armes, LArm; RS 514.54), ce qui ne laisse aucune place à des normes cantonales. Dans le canton de Berne, c'est la POCA qui est l'autorité compétente en matière d'autorisations. L'octroi d'un permis de port d'arme suppose, outre le respect des conditions énoncées à l'article 8 LArm, que la personne requérante soit en mesure d'établir de façon plausible qu'elle a besoin d'une arme pour se protéger ou pour protéger des tiers ou des biens contre un danger tangible (clause dite du besoin). Sur cette base, l'on vérifie que des entreprises de sécurité ou des particuliers accomplissent effectivement des missions justifiant l'octroi d'un permis de port d'arme. Un tel permis n'est pas octroyé de manière générale, mais toujours en lien avec des tâches précises. Devant en démontrer le besoin, la personne requérante doit en outre passer des examens théorique et pratique. Les membres d'entreprises de sécurité privées sont eux aussi tenus d'être titulaires d'un permis de port d'armes, comme le prévoit l'article 27 LArm: à défaut, ils ne sont autorisés ni à porter ni à transporter une arme dans l'espace public. Ils peuvent faire l'objet de contrôles par la POCA en tout temps pour vérifier qu'ils sont bien en possession d'un permis de port d'arme valide. Tout contrevenant est dénoncé.
5. Après examen approfondi de toutes les options, le Conseil-exécutif du canton de Berne propose d'élaborer des dispositions légales cantonales, lesquelles devront prévoir tant l'introduction de l'obligation du permis de port d'armes que des exigences en matière de formation. Dans le canton de Berne, un membre du personnel d'une entreprise de sécurité désireux d'obtenir un tel permis devra également démontrer qu'il jouit d'une bonne réputation, une condition d'ailleurs prévue par les deux concordats.

Proposition du Conseil-exécutif :
Vote point par point

Chiffre 1: adoption sous forme de postulat
Chiffre 2: adoption sous forme de postulat
Chiffre 3: adoption et classement
Chiffre 4: adoption et classement
Chiffre 5: adoption

Le président. Damit kommen wir zu Geschäft 14. Schon gestern hatten wir zu dieser Motion der Grünen gehört, dass Ziffer 5 zurückgezogen wurde. Wir führen die Debatte also nur über die Ziffern 1 bis 4. Das Thema heisst «Privatisierung von Polizeiaufgaben stoppen». Wir führen eine freie Debatte. Die Regierung ist bereit, die Ziffern 1 und 2 als Postulat anzunehmen und die Ziffern 3 und 4 anzunehmen und gleichzeitig abzuschreiben. Für die Grünen hat Herr Grossrat Sancar das Wort.

Hasim Sancar, Berne (Les Verts). Die Polizei ist eine staatliche Institution, die das Gewaltmonopol unter demokratischer Kontrolle ausübt. Leider stellen wir fest, dass diese Aufgabe auch im öffentlichen Raum peu à peu an private Sicherheitsdienste ausgelagert wird, die gewinnorientiert und ohne entsprechende Befugnisse arbeiten und nicht über die dafür nötige Ausbildung verfügen. Wir beobachten mit grosser Sorge, dass immer mehr Gemeinden bestimmte polizeiliche Aufgaben an Sicherheitsdienste übertragen möchten. Als Grund nennen sie oft die Kosten.

Diese Entwicklung birgt eine grosse Gefahr für den modernen Rechtsstaat. Die Grundversorgung und Sicherheit der Bevölkerung braucht rechtliche Grundlagen, und dies sind staatliche Aufgaben, die nicht ausgelagert werden dürfen; auch nicht aus Kostengründen. Besonders heikel ist dies, wenn es um das Gewaltmonopol und dessen politische Kontrolle geht. Wir müssen bei der Auslagerung der Polizeiaufgaben genau hinschauen und jeweils prüfen, ob eine Auslagerung möglich ist, beziehungsweise welche Aufgaben auf keinen Fall ausgelagert werden dürfen. Daher danken wir dem Regierungsrat, dass er den Vorstoss in verschiedenen Punkten als Postulat annimmt.

Für uns sind die Empfehlungen des Regierungsrats mit Ausnahme der Abschreibung von Ziffer 4 in Ordnung. Anders gesagt: Wir werden bei der Empfehlung des Regierungsrats nur die Abschreibung von Ziffer 4 bestreiten. Hier geht es um das Waffentragverbot bei privaten Sicherheitsdiensten. Der Regierungsrat will die Bewilligungspflicht für private Sicherheitsdienste einführen. Wir denken, dass er das Tragen von Waffen für die Angestellten der privaten Sicherheitsdienste ausschliessen kann. Aus diesem Grund möchten wir diesen Punkt nicht abschreiben. Wir sind mit der Annahme und Abschreibung von Ziffer 3 einverstanden, obwohl der Polizeiverband hier Bedenken äussert. Wir nehmen den Regierungsrat beim Wort, wenn er versichert, dass er alle Daten, welche durch private Sicherheitsdienste gesammelt werden, dem Datenschutz unterstellt. Wenn dies nicht der Fall ist und Daten ungeschützt weiterverwendet werden, muss der Regierungsrat die Verantwortung tragen. Der Regierungsrat hat Ziffer 5 bereits angenommen. Hier wird die Einführung einer Bewilligungspflicht für die privaten Sicherheitsdienste verlangt. Diese Ziffer ziehen wir zurück, wie wir gestern erwähnt hatten. Im September wurde bereits eine Motion der SP mit der gleichen Forderung behandelt. Zusammengefasst: Ziffern 1 und 2 wandeln wir in ein Postulat um. Mit der Abschreibung von Ziffer 3 sind wir einverstanden. Ziffer 4 möchten wir nicht abschreiben. Ziffer 5 ist zurückgezogen.

Le vice-président Carlos Reinhard prend la direction des délibérations.

Andrea Gschwend-Pieren, Lyssach (UDC). Oui, wenn niemand etwas sagen will, äussere ich mich noch kurz. Die Fraktion der SVP lehnt die Motion auch als Postulat einstimmig ab. Wieso? Es macht für uns keinen Sinn, die Auslagerung von Aufgaben an private Sicherheitsdienste einfach einmal allgemein und sakrosankt zu unterbinden. Es gibt für uns durchaus Aufgaben, die durch private Sicherheitsdienste sehr kostengünstig und effizient durchgeführt werden können. Ich denke hier zum Beispiel an die Kontrolle des ruhenden Verkehrs. Es wäre viel zu teuer, wenn die Polizei das auch noch übernehmen müsste. Die Fraktion befürwortet zudem nicht ein generelles Waffentragverbot, wie es der Motionär verlangt. Er schreibt: «[...] dass das Waffentragverbot im öffentlichen Raum (auch) durch private Sicherheitsfirmen eingehalten wird.» Solche Tabula-rasa-Lösungen sind vom Volk auf eidgenössischer Ebene bei einer Abstimmung auch schon einmal abgelehnt worden. Zudem ist das Waffentragen im Waffengesetz geregelt.

Generell gilt es überhaupt zu sagen, dass das Gewaltmonopol bei der Polizei ist und bleibt. Wir wollen nicht noch neue gesetzliche Grundlagen schaffen, sondern zuerst einmal die

Polizeigesetzrevision abwarten. Aus all diesen Gründen ist die SVP-Fraktion geschlossen gegen die Motion oder auch gegen ein Postulat.

Monika Gyga-Böninger, Obersteckholz (PBD). Der Motionär greift ein Thema auf, dass auch der BDP wichtig ist. Die Polizei soll als einzige das Gewaltmonopol als Kernaufgabe ausüben dürfen. Eine erweiterte Auslagerung der damit zusammenhängenden Aufgaben als dies heute der Fall ist, kommt auch für uns nicht in Frage. Grundsätzlich ist das Begehren bereits heute gesetzlich so geregelt. Daran brauchen wir also nichts zu ändern. Wenn der Motionär Aufgaben überprüft haben möchte, die bisher an private Sicherheitsdienste ausgelagert wurden, dann kann man das sicher tun. Der richtige Moment dafür ist, dies im Rahmen der Revision des Polizeigesetzes an die Hand zu nehmen. Die BDP wird deshalb die beiden Ziffern als Postulate unterstützen.

Die beiden nachfolgenden Punkte werden von unserer Fraktion aber gleich betrachtet, wie es die Regierung empfiehlt: Annahme und gleichzeitige Abschreibung. Es ist ein Muss, dass nur die Polizei persönliche Bürgerdaten erheben und bearbeiten darf. Das ist mit dem Datenschutzgesetz gesichert. Das ist richtig und wird bereits heute so umgesetzt. Es ist aber auch richtig und wichtig, das Tragen von Waffen erst nach der Erteilung einer Waffentragbewilligung zu erlauben. Dass die Bewilligung gestützt auf eine Leumundsprüfung, eine Prüfung in Theorie und Praxis und auf einen sogenannten Bedarfsnachweis hin erteilt wird, ist auch für die BDP eine Grundbedingung. Wer die Bedingungen nicht erfüllt oder sich nicht daran hält, soll von der Polizei angezeigt und zur Verantwortung gezogen werden. Deshalb nehmen wir die Ziffern 3 und 4 an und schreiben sie gleichzeitig auch wieder ab. Danke, wenn Sie das auch tun.

Patrick Gsteiger, Eschert (PEV). Le parti évangélique aussi veut faire la différence entre la puissance publique, la mission de la Police cantonale, avec les mesures de contrainte, et la délégation de tâches annexes, comme la surveillance de parking, la prévention ou autres, qui peuvent être déléguées à des entreprises privées. Mais le travail et les compétences de ces entreprises privées doivent toutefois être clairement réglementés. Aussi les points 1 et 2 soulevés dans la motion des Verts devront être intégrés à la révision de la loi sur la police. À entendre la représentante de l'UDC et l'avis exprimé tout à l'heure, les discussions seront intéressantes au sein de la commission. Concernant les points 3 et 4 dont nous comprenons l'importance, nous sommes rassurés par la réponse et les considérants du gouvernement. Nous suivrons donc les recommandations en adoptant sous forme de postulat les points 1 et 2 et en adoptant et classant les points 3 et 4.

Michel Rudin, Lyss (pvl). Selbstverständlich ist es auch aus liberaler Perspektive klar, dass man das Gewaltmonopol beim Staat angliedert. Auch haben wir aus der grünliberalen Fraktion Verständnis für die Anliegen dieser Motion, sind aber froh, dass sie gewandelt wurde. Die Ziffern 1 und 2 werden wir als Postulat unterstützen. Bei Ziffer 3 sind wir mit der Annahme und Abschreibung der Motion einverstanden und bei Ziffer 4 tendieren wir zur Abschreibung.

Was mich besonders überzeugt, ist das Setzen eines gewissen Zeichens hinsichtlich der Revision des Polizeigesetzes, und dass man die Polizei stärken will. Ich finde das besonders interessant, wenn man den Absender der Motion betrachtet. Die Betonung der Stärkung der Polizei durch die Motion impliziert, dass von der Polizei eine Qualitätsarbeit geleistet wird; eine Arbeit, die bisweilen auch in Frage gestellt wird. Ich sage aus der Sicht der Fraktion, dass man hier auf dem richtigen Weg ist.

Simone Machado Rebmann, Berne (LAVerte). Ich rede für die grüne Fraktion und als Mitmotionärin. Das geht gut zusammen, weil die grüne Fraktion die Motion unterstützt. Einleitend möchte ich sagen, dass mittlerweile viele Akteure im öffentlichen Raum sichtbar sind, die sich um Sicherheit und Ordnung kümmern wollen. Die Meisten sind uniformiert, manche sogar bewaffnet. Für die Bürgerinnen und Bürger wird es zunehmend schwieriger zu unterscheiden, wer was darf. An dieser Stelle soll festgehalten werden, dass private Sicherheitsdienste nicht mehr Befugnisse haben, als irgendeine Privatperson. Weitere Kompetenzen hat nur die Securitrans im öffentlichen Verkehr. Sie darf Ausweiskontrollen machen.

Zurück zur Motion, zu Ziffer 1. Wir sind damit einverstanden, dass der Regierungsrat die erste Ziffer als Postulat annehmen will. Es freut uns zu hören, dass er neben der Kontrolle des ruhenden Verkehrs keine weiteren polizeilichen Aufgaben an private Sicherheitsunternehmen auslagern will. Wir erwarten, dass zur Verdeutlichung dieses Ansinnens im Rahmen der Polizeigesetzrevision eine

ausdrückliche Norm im Polizeigesetz geschaffen wird. Zu Ziffer 2. Wir sind mit dem Regierungsrat einverstanden, wenn er sagt, er wolle die bisherige Auslagerungspraxis anlässlich der Polizeigesetzrevision überprüfen. Bussen verteilen ist nach Ansicht der grünen Fraktion grundsätzlich eine staatliche Aufgabe, weil sie mit einem Eingriff in die Rechtsstellung einzelner Personen verbunden ist. Wir erwarten, dass die Qualität der Wahrnehmung dieser Aufgaben durch die privaten Sicherheitsdienste staatlich überwacht und sichergestellt wird. Ein besonderes Augenmerk ist auf den Umgang mit den erhobenen Daten zu richten.

Damit komme ich zu Ziffer 3. Nummernschilder von Fahrzeugen lassen ohne weiteres Rückschlüsse auf den Halter des Fahrzeugs zu. Aus diesem Grund handelt es sich um personenbezogene Daten und nicht um anonyme Daten, wie der Regierungsrat schreibt. Ich habe heute Morgen eine SMS an die Nummer 939 geschickt, weil ich wissen wollte, wem das Fahrzeug mit dem Kennschild XXX XXX gehört. Die Antwort mit Nennung des Halters erfolgte innerhalb weniger Sekunden. (*Madame Machado demande que le numéro du véhicule soit caviardé dans le Journal.*) Bei Nummernschildern ist also keine Anonymität gewährleistet. Die grüne Fraktion kann mit der Abschreibung von Ziffer 3 leben; als Mitmotionärin bin ich aber gegen die Abschreibung. Ich habe bisher keine Angaben erhalten, wie die privaten Sicherheitsdienste mit den Daten umgehen, wo diese gesichert und wann sie gelöscht werden. Solange diese Punkte nicht geklärt sind, bestreite ich die Abschreibung.

Zu Ziffer 4: Wir anerkennen, dass die Voraussetzungen zum Tragen von Waffen in der Öffentlichkeit bundesrechtlich im Waffengesetz geregelt sind. Wir bestreiten aber die Abschreibung von Ziffer 4, weil wir in diesem Bereich Probleme orten. Die Waffentragbewilligung ist persönlich und kann nur einer natürlichen Person erteilt werden. Die Mitarbeiter der Sicherheitsdienste sind aber in Ausübung ihres Berufs intensiv im öffentlichen Raum tätig und treten mit der Waffe in Erscheinung. Ein Lastwagenchauffeur, der berufsmässig fährt, benötigt auch eine spezielle Zulassung. Ebenso braucht ein Autofahrer, der berufsmässig Personen befördert, eine Taxichauffeur-Bewilligung. Anders ist es bei den privaten Sicherheitsdiensten. Die Mitarbeitenden erhalten persönlich eine Bewilligung und üben anschliessend ihre Aufgabe mit der Waffe beruflich aus. Darüber muss man sich Gedanken machen. Die Lampe blinkt, ich muss aufhören.

Adrian Wüthrich, Huttwil (PS). Meine Interessenbindung ist wahrscheinlich bekannt. Als Präsident des Polizeiverbands des Kantons Bern vertrete ich die Interessen der Polizistinnen und Polizisten. Bei dieser Motion haben wir eine Differenz bei Ziffer 4. Der Motionär bestreitet die Abschreibung. Wir können mit einer Abschreibung leben, weil das Waffentragverbot auf Bundesebene deutlich geregelt ist. Nur die Kantonspolizei darf im Kanton Bern eine Waffe tragen.

Dank dem Vorstoss können wir hier wieder einmal über das staatliche Gewaltmonopol diskutieren. Das staatliche Gewaltmonopol muss erhalten werden, liebe Kolleginnen und Kollegen. Wir tun das, indem wir genügend Polizistinnen und Polizisten anstellen. Denn dann kommt man gar nicht auf die Idee, private Sicherheitsdienste einzusetzen. Die Gemeinden sind im Kanton Bern teilweise dazu gezwungen auf private Sicherheitsorganisationen auszuweichen, weil die Kantonspolizei mit ihrem Bestand nicht mehr alle Wünsche der Gemeinden erfüllen kann. Mit der Anzahl Polizisten und Polizistinnen, die wir haben, ist das gar nicht mehr möglich. Der Kommandant der Kantonspolizei hat schon mehrmals richtig gesagt, dass wir unsere Polizistinnen und Polizisten nicht einfach von Freitag auf Samstag und Samstag auf Sonntag in der Nacht einsetzen können. Das ist rein von der dienstlichen Organisation her nicht möglich. Hingegen können das die privaten Sicherheitsdienste. Sie haben entsprechend die schlechteren Arbeitsbedingungen, die schlechteren Löhne und auch die schlechtere Ausbildung. Die gute Ausbildung unserer Kantonspolizistinnen und -polizisten braucht es nicht unbedingt, um Freitag- und Samstagnacht irgendwo zu stehen, damit Ruhe und Ordnung herrscht. Das können die Privaten auch. Aber sie sollen es mit klaren Kompetenzen machen, und ich habe mitunter das Gefühl, dass die Gemeinden selber manchmal nicht genau wissen, welche Kompetenzen die Privaten haben. Der Kanton und die Kantonspolizei sind sicher gefordert, ein bisschen Lehrmeister zu sein und besser bekanntzumachen, dass die privaten Sicherheitsdienste nicht mehr machen können, als wir Bürgerinnen und Bürger. Ich hoffe, dass mit den klaren Regeln, die der Polizeidirektor im Polizeigesetz zu liefern versprochen hat und die wir hier beraten werden, Klarheit geschaffen werden kann. Darin soll klar zum Ausdruck kommen, dass das Gewaltmonopol bei der Polizei liegt. Dazu braucht die Polizei genügend Polizistinnen und Polizisten und ausreichende Möglichkeiten, damit sie auch im Internet entsprechend tätig werden kann. Das Internet kann kein rechtsfreier Raum sein. Der Staat und die Kantonspolizei Bern benötigen ausreichende Möglichkeiten, um auch dort die Sicherheit gewährleisten zu können.

Zuletzt wurde uns dies am vergangenen Wochenende vor Augen geführt. Mehr muss ich gar nicht mehr sagen. Wir können mit der Haltung des Motionärs so leben und unterstützen die Regierung. Einige von uns werden sicher auch die Abschreibung von Ziffer 4 bestreiten.

Carlos Reinhard, Thoue (PLR), vice-président. Anscheinend wollen sich die Fraktionen nicht weiter äussern. Gibt es noch Einzelvotanten? – Das ist nicht der Fall. Ich übergebe das Wort an den Regierungspräsidenten.

Hans-Jürg Käser, directeur de la police et des affaires militaires. Dann macht der Polizeidirektor den Schlusspunkt, vielen Dank. Die Antwort der Regierung ist meines Erachtens schlüssig. Die Regierung teilt die Auffassung, das Gewaltmonopol sei eine Kernaufgabe des Staates. Das ist ganz entscheidend. Vor diesem Hintergrund bin ich auch dankbar, dass der Vorstoss eingereicht wurde. Unsere Antworten zeigen deutlich die Haltung der Regierung in Bezug auf die privaten Sicherheitsfirmen. Diese haben jedermanns Rechte; mehr haben sie nicht. Ich hatte mich entschieden, in der Totalrevision des Polizeigesetzes den ganzen Bereich der privaten Sicherheitsfirmen abzubilden, damit diese Diskussion hier geführt werden kann. Es gibt bekanntlich in der Schweiz zwei Konkordate für private Sicherheitsfirmen: ein welsches, das schon länger funktioniert, und ein deutschschweizerisches. Es gab im Kanton Bern seinerzeit die Motion von Herrn Grossrat Meyer, die angenommen wurde. Wir verfahren gemäss den getroffenen Beschlüssen. Somit kann der Grosse Rat alle Fragen rund um die Möglichkeiten und Rechte, welche die privaten Sicherheitsfirmen haben sollen, hier diskutieren und beschliessen.

Ganz wesentlich ist für mich die Aussage von Herrn Grossrat Wüthrich, der genau Recht hat. Die Tatsache, dass die Gemeinden private Sicherheitsfirmen beiziehen, hat zwei Gründe. Erstens ist die Polizei teurer als private Sicherheitsfirmen. Hoffentlich ist sie teurer, denn sie ist auch besser. Zweitens hat die Polizei nicht die Möglichkeit, in allen Gemeinden, die das Bedürfnis verspüren, Freitag- und Samstagnachts «Ramba Zamba» zu kontrollieren, weil sie gar nicht über das notwendige Personal verfügt. Das muss man einfach sehen. Ich bin dankbar, wenn das Parlament den Leitlinien dieser Ausführungen auch dann noch zustimmen wird, wenn wir die nächste Aufstockung der Polizei vorschlagen.

Carlos Reinhard, Thoue (PLR), vice-président. Wünschen der Motionär oder die Mitmotionäre noch einmal das Wort? – Das ist nicht der Fall. Wir kommen somit zur Abstimmung. Es gab ja ein bisschen Uneinigkeit zwischen dem Motionär und den Mitmotionären. Deshalb wiederhole ich kurz, was ich hier notiert habe: Bei Ziffer 1 ist der Motionär mit der Annahme als Postulat einverstanden, wie es die Regierung empfiehlt. Bei Ziffer 2 gilt dasselbe. Über Ziffer 3 stimmen wir als Motion ab. Von einem Mitmotionär wurde die Abschreibung bestritten, daher stimmen wir über die Abschreibung separat ab. Ebenfalls bei Ziffer 4 wird über die Abschreibung separat abgestimmt. Sind Sie mit diesem Vorgehen einverstanden? – Das ist der Fall. Dann stimmen wir jetzt über Ziffer 1 als Postulat ab. Wer sie annehmen will, stimmt ja, wer sie ablehnt, stimmt nein.

Vote (adoption du ch.1 sous forme de postulat)

Décision du Grand Conseil:

Adoption sous forme de postulat

Oui	75
Non	62
Abstentions	1

Carlos Reinhard, Thoue (PLR), vice-président. Sie haben Ziffer 1 als Postulat angenommen. Wer Ziffer 2 als Postulat annehmen will, stimmt ja, wer sie ablehnt, stimmt nein.

Vote (adoption du ch.2 sous forme de postulat)

Décision du Grand Conseil:

Adoption sous forme de postulat

Oui	75
Non	58
Abstentions	2

Carlos Reinhard, Thoune (PLR), vice-président. Auch diese Ziffer ist als Postulat. Wir kommen zu Ziffer 3. Wer Ziffer 3 als Motion annehmen will, stimmt ja, wer sie ablehnt, stimmt nein.

Vote (ch. 3)

Décision du Grand Conseil:

Adoption

Oui 80

Non 56

Abstentions 2

Carlos Reinhard, Thoune (PLR), vice-président. Sie haben Ziffer 3 als Motion angenommen. Wir befinden nun über deren Abschreibung. Wer Ziffer 3 abschreiben will, stimmt ja, wer dies ablehnt, stimmt nein.

Vote (classement du ch. 3)

Décision du Grand Conseil:

Classement

Oui 132

Non 6

Abstentions 4

Carlos Reinhard, Thoune (PLR), vice-président. Die Ziffer wurde abgeschrieben. Wir kommen zu Ziffer 4. Wer diese als Motion annehmen will, stimmt ja, wer dies ablehnt, stimmt nein.

Vote (ch. 4)

Décision du Grand Conseil:

Adoption

Oui 78

Non 57

Abstentions 3

Carlos Reinhard, Thoune (PLR), vice-président. Ziffer 4 wurde als Motion angenommen. Wir befinden über deren Abschreibung. Wer Ziffer 4 abschreiben will, stimmt ja, wer dies ablehnt, stimmt nein.

Vote (classement du ch. 4)

Décision du Grand Conseil:

Classement

Oui 122

Non 15

Abstentions 0

Carlos Reinhard, Thoune (PLR), vice-président. Auch diese Ziffer wurde abgeschrieben. Wir sind somit am Ende der Geschäfte der POM angelangt. Ich wünsche dem Regierungspräsidenten viel Erfolg bei den anstehenden Herausforderungen und ein schöne Adventszeit.